



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-cinq, le quinze décembre, à 19h00, le Conseil Municipal de la Commune de CHAMPS-SUR-MARNE, légalement convoqué, s'est réuni dans la salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Madame Maud TALLET, Maire.

DATE DE CONVOCATION :

05 décembre 2025

Présents :

Mme Maud TALLET, Mme Corinne LEGROS-WATERSCHOOT, M. Michel BOUGLOUAN, M. Guillaume CLIN, Mme Michèle HURTADO, M. Mohamed BOUSSIR, Mme F. BRET-MEHINTO, M. Cyrille PARIGOT, Mme Marie SOUBIE-LLADO, Mme Nicole LAFFORGUE, M. Pascal BAILLY, Mme Annabel BARREIRA, M. Mourad HAMMOUDI, Mme Safia DAVID, M. Mathieu LOUIS, M. Michel COLAS, M. Jean-Paul STERZATI, Mme Isabelle SYORD, M. Nathaniel GUEDZE, Mme Marie PASCUAL DÉOM, M. Thierry BABEC, M. Nader GHASSAN, M. Mohamed MEZDAD

NOMBRE DE CONSEILLERS :

EN EXERCICE :	35
PRESENTS :	23
ABSENTS REPRÉSENTES : 07	
VOTANTS :	30

Absents, excusés et représentés :

M. Daniel GUILLAUME qui a donné pouvoir à Mme TALLET, Mme Lucie KAZARIAN qui a donné pouvoir à Mme BRET MEHINTO, Mme Stéphanie METREAU qui a donné pouvoir à M. BAILLY, M. Johan CENAC qui a donné pouvoir à Mme Marie SOUBIE-LLADO, Mme Margaux HAPPEL qui a donné pouvoir à M. Guillaume CLIN, M. Jérémie NARBONNE qui a donné pouvoir à M. Michel BOUGLOUAN, Mme Valentine MASSOLIN qui a donné pouvoir à Mme Michèle HURTADO

SECRETAIRE DE SEANCE :

Isabelle SYORD

Absent excusé non-représenté :

Mme Samia TABAÏ, M. Foster ABU, Mme Julie GOBERT, M. Sébastien MAUMONT, M. Alain LECLERC

110/ OBJET : ORGANISATION DES CENTRES DE VACANCES D'ETE 2026, PAR LE SERVICE JEUNESSE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°10 du Conseil municipal du 1^{er} décembre 2014 passant du quotient familial aux taux de participation des familles liés aux revenus, à compter du 1^{er} janvier 2015 ;

VU la délibération n°01 du 10 juillet 2020, par laquelle le Conseil municipal donne délégations au Maire, notamment pour la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres, ainsi que de leurs éventuels avenants.

CONSIDÉRANT que chaque année, le service municipal de la jeunesse organise des centres de vacances d'été pour les jeunes ;

CONSIDÉRANT que les centres de vacances ont une dimension éducative et sociale qui contribue à la construction d'hommes et de femmes de notre temps, attachés à des valeurs humaines de solidarité, d'entraide, de responsabilité ;

CONSIDÉRANT que le choix des séjours doit être fait avec les enfants, les jeunes et leurs familles, dans une démarche de participation active et de responsabilité conjointe ;

CONSIDÉRANT que l'organisation de centres de vacances représente une action d'intérêt général dont la responsabilité ne peut être déléguée à quiconque sur des bases essentiellement financières.

VU l'avis favorable de la Commission municipale jeunesse du 10 janvier 2024,

VU l'avis favorable du Bureau municipal du 29 janvier 2024,

AYANT ENTENDU l'exposé de son rapporteur, Annabel BARREIRA, Conseillère municipale déléguée en matière d'action jeunesse,

Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
Par 29 voix pour et 1 abstention (M. COLAS),**

DÉCIDE d'organiser des centres de vacances en direction des jeunes, pour l'été 2026, selon les modalités ci-dessous :

I. SÉJOURS :

- 40 départs sur 5 destinations ;
- Des séjours de 10 à 12 jours, afin de répondre aux attentes des familles, tant au niveau de l'organisation qu'au niveau financier ;
- Une coopération, par la signature d'une convention et l'adhésion à **la charte des centres de vacances** de la Commune, avec les organismes suivants :

- Evasion Vacances Aventures (E.V.A.)	2 chemin de la Caussade	33 270 FLOIRAC
- Office Des Centres de Vacances et de Loisirs (O.D.C.V.L.)	Parc d'activités de la Roche BP 247	88007 EPINAL CEDEX
UCPA Tootazimut	7 rue Nationale	59000 LILLE

- Les destinations suivantes sont proposées :

ORGANISME - SEJOUR	PERIODE - LIEU - THEME
E.V.A – L'union fait la colo	06-07 au 15-07- Pyrénées Ariégeoises- Sports
U.C.P.A- Aventuriers en Herbe	04-07 au 15-07- Vagney (Vosges) - Aventure
E.V.A – Mix sportif en Dordogne	16-07 au 25-07 - Dordogne - Sports
E.V.A - Aventures au galop	17-08 au 26-08 - Pyrénées Ariégeoises - Equitation
O.D.C.V.L – Cocktail océan	03-08 au 14-08 - Le Verdon-sur-mer - Glisse et détente

II. PARTICIPANTS :

Il est proposé :

- Il est proposé d'ouvrir les séjours aux Campésiens uniquement, âgés de 11 à 14 ans (soit les préadolescents : en classes de la 6^{ème} à la 3^{ème}) ;
- D'arrêter le nombre maximum de places à 40 pour l'été, selon les possibilités budgétaires de la Commune ;
- De limiter le nombre de participants par séjour à 8 jeunes maximum ;
- Que les réservations définitives aient lieu après le forum qui se déroulera le 07 mars 2026 ;

- De ne rendre l'inscription, au séjour, définitive qu'après participation de chaque jeune à la réunion de préparation obligatoire ;
- De diriger les jeunes vers d'autres choix lorsque le nombre d'inscrits est trop faible pour constituer un groupe cohérent ou qu'il n'y ait plus de place pour le séjour choisi ;

III. CONDITIONS FINANCIERES :

Il est proposé :

- D'arrêter le montant total de ces séjours d'été 2026 à la somme estimative de 38 500 € T.T.C. auxquels s'ajouteront les frais nécessaires à la mise en place de l'organisation des centres de vacances ;
- D'appliquer une participation des familles aux taux d'effort avec la définition de tarifs minimaux et des tarifs maximaux calculés à partir d'un revenu mensuel plancher et d'un revenu mensuel plafond, soit de fixer, comme pour les autres tarifs dégressifs :
 - ✓ le revenu mensuel plancher à 1 100,00 €,
 - ✓ le revenu mensuel plafond à 6 106,00 €.

Les tarifs des participations familiales sont progressifs et calculés à partir du revenu moyen mensuel multiplié par un taux d'effort.

Le revenu moyen mensuel correspond au 12^{ème} du revenu annuel net imposable avant abattements, tel qu'il est porté sur l'avis d'imposition de l'année N-1, à savoir l'intégralité des ressources imposables de l'ensemble des membres d'un foyer :

- ✓ Les pensions, salaires, rentes, capitaux mobiliers et immobiliers...,
- ✓ Les prestations versées par la Caisse d'Allocations Familiales (C.A.F.) considérées comme revenus de substitution : Prestation d'Accueil du Jeune Enfant (P.A.J.E.), allocation adulte handicapé, allocation soutien familial, Revenu de Solidarité Active (R.S.A.), pension alimentaire légalement définie.

Les prestations d'allocations familiales non considérées comme revenus de substitution ne sont pas ajoutées au calcul des revenus.

Toute famille qui ne communiquera pas ses revenus pour le calcul du taux d'effort sera facturée au tarif maximum.

En outre, les taux d'effort sont également fonction du nombre d'enfants à charge au sein de la famille.

Il est précisé pour chaque séjour le coût par personne fixé par les organismes suivants :

Séjour	Coût du séjour par enfant (T.T.C.)
Nom du séjour	Prix TTC
Mix sportif en Dordogne	910 €
L'union fait la colo	895 €
Aventures au galop	865€
Cocktail océan	1181 €
Aventuriers en herbe	940 €

D'établir la tarification en fonction du coût du séjour fixé par l'organisme et du nombre d'enfants à charge, par application d'un taux d'effort au revenu mensuel moyen de la famille, selon les tableaux ci-dessous

Mix sportif en Dordogne 10 jours:

	1 enfant	2 enfants	3 enfants et +
Taux d'effort	14,5 %	14 %	13,5 %
Tarif minimum			Tarif maximum
Montant	148,50 €		885,37 €

L'union fait la colo 10 jours:

	1 enfant	2 enfants	3 enfants et +
Taux d'effort	14,5 %	14%	13,5 %
	Tarif minimum	Tarif maximum	
Montant	148,5 €	885,37 €	

Aventures au galop 10 jours:

	1 enfant	2 enfants	3 enfants et +
Taux d'effort	14 %	13,5 %	13%
	Tarif minimum	Tarif maximum	
Montant	143,00 €	854,84 €	

Cocktail océan 12 jours:

	1 enfant	2 enfants	3 enfants et +
Taux d'effort	19 %	18,5 %	18 %
	Tarif minimum	Tarif maximum	
Montant	198,00 €	1160,14 €	

Aventuriers en herbe 10 jours:

	1 enfant	2 enfants	3 enfants et +
Taux d'effort	15 %	14,5 %	14 %
	Tarif minimum	Tarif maximum	
Montant	154,00 €	915,90 €	

- De prendre en compte la participation des familles bénéficiaires des « Aides aux Vacances Enfants » (A.V.E.) de la C.A.F et déduire de leur facture ;
- D'accepter le paiement des centres de vacances par « Chèques vacances », une convention étant déjà passée avec l'Agence Nationale des Chèques Vacances (A.N.C.V.) ;
- Que le paiement par les familles se fera en trois fois :
 - Versement de 20 % du coût du séjour à l'inscription,
 - Suivi de deux versements de 40 %, deux mois puis un mois avant la date du départ ;
- Que tout désistement doit être effectué par courrier. En l'absence de justificatif médical et si la place ne peut être rétrocédée, une somme sera retenue ou due, ainsi qu'il suit :
 - Plus de 30 jours avant le départ : une somme forfaitaire de 20 % du coût du séjour sera retenue,
 - Moins de 30 jours avant le départ, 25% du montant de la participation familiale sur le séjour choisi, sans déduction de l'A.V.E.,
 - Moins de 10 jours avant le départ : 50% du montant de la participation familiale sur le séjour choisi, sans déduction de l'A.V.E.,
 - Pour non présentation de l'enfant au moment du départ : 100% du montant de la participation familiale sur le séjour choisi, sans déduction de l'A.V.E. ;
- Que les frais médicaux soient remboursés aux organismes, selon les modalités définies dans chaque convention. Les frais médicaux des enfants malades pendant le séjour seront réglés au retour par la famille à la municipalité, les feuilles de remboursement leur seront alors remises ;
- De rapatrier, aux frais de la famille, tous les jeunes ayant occasionné des difficultés par leur comportement. Les frais pouvant être, dans un premier temps, réglés par la Commune puis refacturés aux familles ;
- De prendre en charge les frais de déplacements des élus et agents qui visiteraient les centres, avant et pendant les séjours ;

➤ De prévoir le versement d'avances aux organismes ;

AUTORISE le Maire ou son représentant à émettre les titres de recettes correspondants ;

DÉCIDE qu'en cas de modification(s) dans l'organisation des séjours ou de leur annulation, les familles pourront être remboursées partiellement ou totalement ;

RAPPELE que le Maire est autorisé, par délégation du Conseil municipal, à signer les conventions et les avenants y afférent dans le cadre de ces séjours ainsi que tout document relatif à cette opération, dans l'éventualité d'une annulation de séjour, d'une annulation ou modification du lieu d'un séjour et de son remplacement par un nouvel organisme ;

PRÉCISE que les crédits nécessaires à la réalisation de ces séjours et les recettes seront inscrits au budget de 2026.

Pour extrait conforme au Registre des Délibérations du Conseil Municipal.

Le Maire certifie que le présent extrait conforme au
Registre des Délibérations, a été transmis au
représentant de l'Etat le 23/12/2025
publié ou notifié le 23/12/2025
et qu'il est donc exécutoire à compter de la
dernière date.

Le Maire,



Fait à Champs-sur-Marne, le 18 décembre 2025

Le Maire,


Maud TALLET

Maud TALLET
Le présent acte administratif peut être contesté par voie de recours devant le tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat, et/ou de sa publication ou notification.